

## Un problème de plus en plus politique

**La bataille actuelle Europe-États-Unis sur les parités monétaires et la surtaxe de 10 % n'a nullement surpris tous ceux qui, depuis quelques années, assistent à la dégradation des relations entre les deux côtés de l'Atlantique. Elle traduit, aussi, un problème non seulement économique et social, mais de plus en plus politique.**

Immédiatement après la guerre, les États-Unis contribuèrent, par le Plan Marshall, à la reconstruction de l'Europe : ils déversèrent ainsi des dizaines de milliards de dollars sur le vieux continent.

Tout en remettant l'Europe sur pied et en évitant qu'un climat de crise et de pénurie ne prépare le terrain à une influence croissante de l'U.R.S.S., il s'agissait de redonner à l'Europe des moyens de paiement qu'elle avait transférés aux États-Unis pendant la guerre pour s'acheter les approvisionnements, équipements et armements nécessaires. De plus, une bonne partie de cette aide permettait en même temps de stimuler les exportations américaines et de faciliter le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix pour les entreprises américaines. Enfin, pour éviter les gaspillages, les Américains poussèrent les Européens à se regrouper et à se concerter. Il en sortira l'O.E.C.E. ancêtre de l'O.C.D.E. actuelle, ou l'Accord Monétaire Européen, sorte d'union monétaire avant la lettre.

### Les premiers signes de l'inquiétude américaine

C'est vers les années 60 que les premiers signes d'inquiétude américaine à l'égard de l'Europe commencèrent à poindre. Il y eut bien sûr les escarmouches que le général de Gaulle livra au dollar. Mais surtout, après 1964, l'excédent de la balance commerciale américaine se mit régulièrement à décliner pour arriver, cette année, à disparaître complètement.

A part les années difficiles de 1958 et 1959, la balance commerciale U.S. a toujours connu, de 1956 à 1964, un excédent global variant de 3 à 6,3 milliards de dollars. Mais cet excédent tombe peu à peu à 4,4 milliards en 65, 3,5 en 66, 3,4 en 67, 0,1 en 68. L'excédent commercial permettait dans le passé de compenser pour une bonne part les sorties de capitaux et investissements U.S. à l'étranger. Dès lors qu'il y a déficit commercial, c'est le déficit de toute la balance U.S. des paiements qui se creuse.

Dans cette évolution américaine, il est pourtant symptomatique que la balance des échanges entre les U.S.A. et la Communauté européenne est restée assez stable. Constamment, les États-Unis ont enregistré un excédent par rapport aux « Six » variant entre 1 et 1,6 milliards de dollars (sauf en 1967 où il n'était que de 145 millions). Cela signifie que la perte de compétitivité de l'économie U.S. et la dégradation de la balance commerciale américaine ne se sont, en réalité, pas répercutées sur la balance entre les U.S.A. et l'Europe.

A mesure que le temps passait, les États-Unis, cherchant les causes du mal, ont rendu la Communauté européenne, pour une large part, responsable.

### Les griefs américains

Aujourd'hui, les griefs américains portent sur les parités des monnaies de certain pays : ces pays devraient réévaluer par rapport au dollar, ce qui placerait les États-Unis dans une meilleure position concurrentielle.

En outre, selon Washington, la conséquence de la politique agricole commune est de handicaper les produits agricoles américains sur le marché européen : les exportations américaines en Europe de produits agricoles, s'inscrivant dans le cadre de mécanismes de soutien, seraient ainsi tombées de 640 millions de dollars en 1965 à quelque 340 millions par an actuellement.

De plus, toujours selon les Américains, le mécanisme de la T.V.A. constitue une barrière « artificielle » ayant pour but d'avantager les exportateurs européens et de grever les importations. Qui plus est, les accords préférentiels conclus par la Communauté européenne avec les pays associées sont contraires au G.A.T.T., dans la mesure où seuls les avantages débouchant ultérieurement sur une union douanière peuvent être

consentis; ce n'est manifestement pas le cas ici.

En dernier lieu, la perspective de l'élargissement et de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun ne pouvait que renforcer les inquiétudes américaines à l'égard de la Communauté européenne, déjà première puissance commerciale mondiale. En novembre 1970, le sous-secrétaire d'État adjoint américain pour les Affaires économiques, Nathaniel Samuels, déclarait au magazine européen « Vision » : *A partir de maintenant, nous pratiquerons une politique de protection des intérêts commerciaux. U.S. plus vigoureux que cela n'a été parfois le cas.*

### **La balance commerciale a toujours été favorable aux États-Unis**

L'examen des chiffres confirme, il est vrai, une partie des inquiétudes américaines. De 1960 à 1968, les exportations américaines vers la Communauté européenne ont augmenté de 67 %. Or, dans le même temps, les exportations de l'Europe des « Six » vers les États-Unis se sont, elles, élevées de 157 %.

De 1960 à 1970, les exportations de la France et de la Grande-Bretagne aux États-Unis ont été multipliées par 2,2; celles de l'Allemagne et de l'Italie par 3,4 et celles du Japon par 5,5. Aujourd'hui, les Japonais vendent aux États-Unis autant que l'Allemagne, l'Italie et la France réunis.

Cependant, la balance commerciale entre les États-Unis et l'Europe des « Six » a été et est toujours excédentaire au profit des U.S.A. En 1970, les États-Unis ont vendu pour 8.423 millions de dollars à la Communauté européenne alors qu'ils ne lui ont acheté que pour 6.611 millions de dollars. La France et la Grande-Bretagne sont déficitaires à l'égard des États-Unis, l'Allemagne l'est devenue en 1970 et le sera probablement en 1971. Cela signifie donc que les problèmes américains résident plus au niveau de la balance des paiements qu'au niveau de la balance commerciale.

Les Américains ne se sont pas toujours conduits d'une manière irréprochable en matière de libre-échange et de barrières douanières. Les Européens leur reprochent le *Buy American Act* <sup>(1)</sup> qui favorise tous les produits américains dans les contrats publics.

### **Des quotas déguisés**

Les Américains n'ont pas supprimé l'*American Selling Price* <sup>(2)</sup> comme ils s'y étaient engagés dans le cadre du Kennedy-Round : ceci alourdit en particulier les droits de douane sur les produits chimiques.

D'autre part, les restrictions « volontaires » qu'ils ont suscitées sur les importations de textile et d'acier sont en fait des quotas déguisés. A ce sujet, une analyse effectuée par un haut fonctionnaire américain, John Renner, chef de service du commerce international au Département d'État est particulièrement nette : *Depuis 1963, les Japonais ont éliminé 71 quotas et la Communauté européenne II. Pendant la même période, les États-Unis en ont créé 60 nouveaux. De plus, les quotas américains concernent près de 17 % du total des importations industrielles. Les barrières japonaises en couvrent près de 12 % tandis que les restrictions de la Communauté européenne concernent à peu près 4 % de ses importations. Et John Renner conclut : Tout bien pesé, les restrictions quantitatives de la Communauté européenne concernent un montant relativement peu élevé des échanges industriels; les quotas japonais affectent un montant considérable de ces échanges et les restrictions américaines affectent le volume le plus élevé d'échanges.*

L'administration Nixon est parfaitement consciente de ces éléments. Il est donc clair que la négociation actuelle et la taxe de 10 % ne sont finalement que des prétextes. Ce qui est en cause, c'est le système monétaire international tout entier, le problème des troupes américaines à l'étranger et notamment en Europe ainsi que de nouvelles règles du commerce international.

(1) Littéralement : Loi « achetez des produits américains ».

(2) « Prix de vente américain », disposition qui taxe à l'importation les produits étrangers pour en élever le prix au niveau du prix des produits américains identiques.